The picnic is over*... or maybe not: impératif de croissance vs protection de l'environnement, ou l'impossible conciliation

Audrey Loetscher

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/edl/2344>

DOI : 10.4000/edl.2344

ISSN : 2296-5084

Éditeur

Université de Lausanne

Édition imprimée

Date de publication : 15 mars 2020

Pagination : 51-54

ISBN : 978-2-940331-73-4

ISSN : 0014-2026

Référence électronique

Audrey Loetscher, « The picnic is over*... or maybe not: impératif de croissance vs protection de l'environnement, ou l'impossible conciliation », *Études de lettres* [En ligne], 312 | 2020, mis en ligne le 24 mars 2020, consulté le 17 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/edl/2344> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/edl.2344>

THE PICNIC IS OVER¹... OR MAYBE NOT: IMPÉRATIF DE CROISSANCE VS PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, OU L'IMPOSSIBLE CONCILIATION

L'année 1980 marque un tournant dans l'histoire environnementale américaine, comme en témoignent trois événements distincts, mais révélateurs des contradictions toujours plus apparentes entre croissance économique et protection de l'environnement. Le premier est la création du plus grand parc national américain, l'*Arctic National Wildlife Refuge (ANWR)*. Institué par l'*Alaska National Interest Lands Conservation Act*, ce parc d'une superficie de 78'050 km² – soit près de deux fois celle de la Suisse – vient doubler la surface des aires naturelles protégées aux États-Unis. Malgré cet empressement à sauvegarder de vastes étendues sauvages, le pays se trouve alors à l'aube de l'ère néolibérale, caractérisée par la surconsommation et le gaspillage des ressources à grande échelle: la loi ne précède en effet que de quelques jours l'entrée en fonction de l'administration Reagan, connue pour ses attaques virulentes contre les réglementations environnementales.

Cette même année paraît le *Global 2000 Report to the President*, la première étude gouvernementale sur les changements environnementaux à l'échelle mondiale. Ce rapport, dans lequel les auteurs font part de leurs inquiétudes quant à l'épuisement des ressources naturelles et à la croissance exponentielle de la population mondiale, révèle une première prise de conscience du paradoxe voulant qu'une société des plus prospères sur le plan matériel se retrouve finalement plus pauvre, car dépourvue de ressources naturelles inestimables, et en proie aux aléas

1. L'expression est empruntée à Mark Fiege.

d'un habitat de moins en moins hospitalier. Évoquant l'extinction possible de près de 20 % des espèces, l'érosion des sols et la déforestation rampante, le rapport dresse également un constat alarmant concernant le réchauffement climatique. Cependant, il n'évoque jamais la notion de limite, en particulier de la biosphère, et se garde de tout jugement négatif, ou même d'une prudente mise en garde, face à la théorie de la croissance illimitée.

Finalement, l'année 1980 voit la première mention du dérèglement climatique devant le Congrès américain, lors d'un *hearing* sur la concentration de dioxyde de carbone dans l'atmosphère. Le physicien Gordon MacDonald appelle alors les États-Unis à développer, au sein du système onusien, une manière de coordonner les politiques énergétiques de tous les pays de façon à remédier au problème. Trois mois plus tard, le président Jimmy Carter commande à la *National Academy of Sciences* une étude sur l'impact économique et social du changement climatique. Bien qu'ils y fassent part de leurs préoccupations, les auteurs du rapport choisissent de ne pas émettre de recommandations politiques et appellent à plus de recherche scientifique.

Quarante ans plus tard, les choses semblent figées au même point. Bien que les études sur le changement climatique se soient multipliées et que la communauté scientifique produise chaque année un tableau plus détaillé de ses effets délétères sur l'être humain et son environnement, l'inaction politique du gouvernement américain reste d'actualité. L'*Arctic National Wildlife Refuge* a refait parler de lui très récemment puisqu'en décembre 2018, le Congrès, encouragé par une administration pratiquant ouvertement une politique écocide, est parvenu à ouvrir une zone côtière du parc au forage et à l'extraction pétrolière. Bien que cette « zone 1001 » ait toujours été réservée à de potentielles activités de forage pétrolier, cette décision est en contradiction totale avec l'urgence à « décarboniser » la société, et à sortir progressivement des combustibles fossiles.

Le cas des États-Unis, s'il est particulièrement frappant, est révélateur du tournant pris par la gouvernance environnementale mondiale à partir de 1980, laquelle s'articule autour de deux axes. D'une part, les états manifestent une certaine volonté de préserver ce qui peut encore l'être, mais celle-ci relève tout au plus d'un souci d'ordre « cosmétique ». D'autre part, et bien qu'informés de la crise écologique, ces mêmes états

font l'apologie d'une ligne de développement économique et sociétal manifestement néfaste tant pour l'environnement que pour l'humanité.

Audrey LOETSCHER

Section d'anglais, Faculté des lettres, Université de Lausanne

BIBLIOGRAPHIE

- FIEGE, Mark, *The Republic of Nature: An Environmental History of the United States*, Seattle, University of Washington Press, 2012.
- GRAHAM, Otis L. (ed.), *Environmental Politics and Policy, 1960s-1990s*, University Park, The Pennsylvania State University Press, 2000.
- HOROWITZ, Daniel, *Jimmy Carter and the Energy Crisis of the 1970s. The « Crisis of Confidence » Speech of July 15, 1979: A Brief History with Documents*, Boston, Bedford, 2005.
- JUNDT, Thomas, *Greening the Red, White, and Blue: the Bomb, Big Business, and Consumer Resistance in Postwar America*, Oxford, Oxford University Press, 2014.
- RICH, Nathaniel, *Losing Earth: A Recent History*, New York, Farrar, Straus, Giroux, 2019.
- TURNER, James Morton, *The Republican Reversal: Conservatives and the Environment from Nixon to Trump*, Cambridge, MA, Harvard University Press, 2018.